

Appel à rassemblement en soutien aux travailleuses et travailleurs agricoles marocain.es et espagnol.es en procès contre Laboral Terra et 8 entreprises agricoles françaises, Jeudi 16 Mai 2019, à 13h30, au conseil des prud'hommes d'Arles.

En 2017, cinq travailleuses et travailleurs agricoles marocain.es et espagnol.es ont porté plainte contre Laboral Terra, entreprise de travail temporaire (ETT) spécialisée dans le travail agricole et contre huit donneurs d'ordre français qui les ont embauché.es via cette ETT. Ces derniers, implantés, dans le Vaucluse, les Bouches du Rhône et le Gard, embauchent régulièrement des travailleuses et travailleurs étrangers détaché.es dans la production, l'emballage et la distribution de produits agricoles.

Basé sur le droit européen, le détachement permet la mobilité des travailleurs au sein de l'UE et constitue, depuis une quinzaine d'années, le cadre d'emploi des travailleurs étrangers en Europe. Dans l'agriculture, il remplace les contrats OMI en instaurant des contrats de travail toujours plus flexibles et précaires : pouvant être rompus du jour au lendemain, ils permettent aux employeurs de payer moins de cotisations sociales et de passer des « commandes » collectives d'ouvriers sans avoir à faire de contrats individuels.

Après deux ans de procédure, Jeudi 16 mai prochain, se tiendra la dernière audience du procès de ces travailleuses et travailleurs. Employé.es depuis 2012 par cette agence d'intérim, basée à Castellon (Espagne) dans le cadre du travail détaché, elles et ils les attaquent au conseil des prud'hommes d'Arles pour travail dissimulé, non paiement des heures supplémentaires et des jours fériés, non respect des contrats de travail, non déclaration des accidents de travail et des congés maternité, manquement aux règles de sécurité au travail (non fourniture des équipements nécessaires).

Les faits ne sont malheureusement pas exceptionnels. Des centaines de femmes et d'hommes sont concernées par des situations similaires. Il s'agit seulement d'une des facettes d'un large système d'exploitation de travailleuses et travailleurs de la terre, dénoncé régulièrement par des associations, des syndicats et des médias à travers l'Europe.

La plainte, elle, est une des rares à aboutir dans la région.

Soyons nombreuses et nombreux à venir en solidarité. Combattons l'exploitation de la main d'œuvre dans l'agriculture, en France, en Europe aujourd'hui et demain !

Pour une égalité de droits entre tous les travailleurs et travailleuses !

Collectif de soutien aux travailleuses et travailleurs détaché.es